

L'empire recompose sa stratégie ?



Le secrétaire d'état nord-américain, Mike Pompeo et le chargé spécial de Washington pour le Venezuela, Elliot Abrams ont effectué chacun, ces derniers jours, un périple : Pompeo, en Amérique du Sud et Abrams dans la péninsule ibérique dans le cadre de ce qui semble être une recombinaison des stratégies étasuniennes ayant pour but de renverser le président légitime du Venezuela Nicolás Maduro.

Le secrétaire d'état nord-américain s'est entretenu avec les présidents du Chili, du Pérou, du Paraguay et de la Colombie auxquels il a sans aucun doute donné des instructions précises pour resserrer l'étau autour de la Patrie de Simón Bolívar.

Ce périple a eu un élément nouveau et c'est la définition de la République Populaire de Chine comme l'adversaire principal des États-Unis en Amérique Latine. Ce n'est pas seulement en raison des relations étroites qu'entretient le géant asiatique avec le Venezuela, mais aussi à cause de sa position avantageuse sur les marchés de la région.

Dans ce contexte, le président chilien, Sebastian Piñera s'est fait tirer les oreilles à cause de l'éventuelle négociation entre son gouvernement et le géant chinois Huawei. Pompeo a assuré que quand la Chine fait des investissements dans des régions comme l'Amérique Latine elle injecte souvent du capital corrosif dans le flux économique, donnant de la vie à la corruption et érodant la bonne gouvernance.

L'Ambassadeur de la Chine à Santiago du Chili, Xu Bu, a répondu que Mike Pompeo a perdu la tête et qu'il est allé trop loin.

Tout au long de son périple, ce responsable étasunien a répété la litanie sur la présumée ingérence de la Chine, de la Russie, de l'Iran et de Cuba dans les affaires intérieures du Venezuela alors que la réalité montre exactement que c'est justement tout le contraire car les seuls à avoir une telle réputation en Amérique Latine sont les États-Unis.

Pour sa part, Elliot Abrams s'est rendu au Portugal et en Espagne, toujours avec l'intention d'amener ces deux pays européens à contribuer à provoquer l'asphyxie économique du Venezuela et à appliquer des sanctions contre les gouvernements amis de Caracas.

Un des objectifs de l'envoyé de la Maison-Blanche était d'obtenir que l'entreprise espagnole Repsol rompe ses liens avec la Compagnie des Pétroles du Venezuela.

Avant les périples de ces deux personnages, il y a eu un évènement inquiétant : l'organisation d'une table ronde parrainée par le Centre d'Études Stratégiques et Internationales, l'un des « think tanks » des États-Unis. Au cours de cette table ronde, des militaires et des politiques nord-américains et sud-américains ont débattu des possibilités d'une action armée contre le Venezuela.

Cette information a été révélée par le journaliste Max Blumenthal, qui a affirmé que cela démontre que les options militaires sont analysées aussi par Washington.

Parmi les participants à la table ronde se trouvait l'amiral Kurt Tidd, ex-chef du Commandement Sud et auteur d'un manuel d'opérations pour intervenir avec une force multinationale latino-américaine, dirigée par le Pentagone afin d'en finir avec la Révolution Bolivarienne.

Nous ne pouvons pas tomber dans le piège consistant à croire que l'option militaire est de plus en plus remplacée par les sanctions politiques et économiques. La réalité est que Washington étudie minutieusement absolument toutes les options pouvant être utilisées contre le Venezuela.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/188516-lempire-recompose-sa-strategie>



Radio Habana Cuba